

Ville de Lausanne

Création d'une passerelle à Bois-Gentil – En Bugnon

**Appel d'offres pour prestations techniques pour un
groupement architecte et ingénieur civil, spécialiste
architecte paysagiste et spécialiste environnement**

Procédure ouverte

Instructions et conditions administratives
Document 1

Lausanne, le 17 juin 2021

**TABLE DES MATIERES**

1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	2
1.1	Introduction	2
1.2	Objet du marché	2
1.3	Pouvoir adjudicateur – maître de l'ouvrage (MO)	3
2	PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES	4
2.1	Type de procédure	4
2.2	Documents d'appel d'offres	4
2.3	Calendrier et déroulement de la procédure	4
2.4	Visite des lieux	4
2.5	Questions des soumissionnaires	4
2.6	Délai et adresse pour la remise des offres	5
2.7	Justificatifs et attestations	6
2.8	Peine conventionnelle	7
3	ÉVALUATION DES OFFRES	8
3.1	Conditions de participation	8
3.2	Commission d'évaluation des offres	9
3.3	Critères d'adjudication	10
3.4	Principes de notation	11
3.5	Offre qui ne répond pas aux attentes minimales	12
3.6	Choix de l'adjudicataire	13
3.7	Critères éliminatoires	13
3.8	Exclusion d'un soumissionnaire	13
3.9	Conflit d'intérêt	13
3.10	Questions aux soumissionnaires	14
3.11	Auditions des soumissionnaires	14
4	CONDITIONS GÉNÉRALES	15
4.1	Bases de l'offre	15
4.2	Contrat	15
4.3	Offre partielle	15
4.4	Variantes	15
4.5	Extension du contrat	15
4.6	Validité des offres	15
4.7	Prix	15
4.8	Libération par phase	16
4.9	Indemnisation des soumissionnaires	16
4.10	Frais accessoires rémunérés	16
4.11	Confidentialité	16
4.12	Vérifications	16
4.13	Restitution des dossiers d'offres	16
4.14	Langue officielle	16
4.15	Propriété et confidentialité des documents et informations	16
4.16	Renseignements relatifs à la décision d'adjudication	16
4.17	Négociations	17
4.18	Voies de recours	17
4.19	Prestations supplémentaires et avenants	17
4.20	Propriété des documents et résultats du mandat	17
4.21	Clause de confidentialité	17



1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Introduction

La passerelle du Bois-Gentil s'inscrit dans une vision générale des itinéraires de mobilité active reliant les Plaines-du-Loup et Bellevaux/Entre-Bois à travers le Bois-Mermet tout en préservant le milieu forestier en supprimant le chemin existant dans le bois et par conséquent la pression humaine dans le vallon. Avec les nouveaux équipements publics des Plaines-du-Loup (parcs, équipements sportifs, bâtiments scolaires, etc.), la proximité au futur métro m3 et la forte densité d'habitant-e-s de part et d'autre, ce système de passerelles en continuité sera amené à connaître une forte fréquentation de piéton-ne-s et de cyclistes.

L'intérêt d'un tel ouvrage a été reconnu par la Confédération, dans le cadre du projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM). Une analyse multicritère ayant permis de confirmer sa faisabilité a été menée et a permis de retenir une variante de parti.

En plus de la passerelle en elle-même, le groupement de mandataires devra proposer un concept d'aménagement des accroches de la passerelle, dans le but de rendre son utilisation agréable et attractive et ainsi d'améliorer la qualité des espaces publics à l'échelle de ces deux quartiers.

La présente procédure vise par conséquent à trouver un groupement de mandataires ingénieur civil, architecte, avec spécialiste architecte paysagiste et spécialiste bureau d'environnement en charge de développer le projet de la passerelle de Bois-Gentil – En Bugnon. Le groupement de mandataires devra affiner et approfondir la variante retenue en vue de l'avant-projet (partielle), du projet d'ouvrage, de la mise à l'enquête, de la préparation de l'appel d'offre et de la réalisation des travaux.

1.2 Objet du marché

Le présent appel d'offres en procédure ouverte vise à sélectionner un bureau pluridisciplinaire, ou un groupement de bureaux pour les phases 31 à 53 SIA. Ce bureau ou groupement de bureaux sera piloté dans les phases 31 à 33 par un architecte et dans les phases suivantes par un ingénieur civil. Le ou les bureaux devront avoir de l'expérience dans la réalisation de passerelles pour la mobilité active et l'aménagement d'espaces publics.

Les phases SIA suivantes font l'objet du mandat, au sens des SIA 102, 103 et 112 :

- 31 – Avant-projet partiel (tranche ferme)
- 32 – Projet de l'ouvrage (tranche ferme)
- 33 – Procédure de demande d'autorisation / Dossier de mise à l'enquête (tranche ferme)
- 41 – Appels d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication (tranche ferme)
- 51 – Projet d'exécution (tranche conditionnelle)
- 52 – Exécution de l'ouvrage (tranche conditionnelle)
- 53 – Mise en service, achèvement (tranche conditionnelle)

Pour la phase SIA 41 « Appels d'offres, comparaison des offres et proposition d'adjudication », Le mandataire ne participera pas au groupe d'évaluation des soumissions mais son avis sera demandé sur les prix ou les annexes demandant un approfondissement d'analyse.



Le mandat comporte une tranche ferme comportant les phases SIA 31 à 41 et une tranche conditionnelle comportant les phases SIA 51 à 53.

1.3 Pouvoir adjudicateur – maître de l'ouvrage (MO)

Le pouvoir adjudicateur et le maître d'ouvrage est la Commune de Lausanne représentée par :

Direction des finances et de la mobilité
Service des routes et de la mobilité
Rue du Port-Franc 18
CH – 1002 Lausanne

2 PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES

2.1 Type de procédure

Le présent appel d'offres se déroule selon une procédure ouverte conforme aux dispositions légales suivantes:

- Ces points sont maintenus dans tous les cas :
- L'accord intercantonal sur les marchés publics du 25.11.1994, révisé le 15.03.2001
- La loi cantonale vaudoise du 24.06.1996 sur les marchés publics
- Le règlement cantonal vaudois du 07.07.2004 sur les marchés publics

2.2 Documents d'appel d'offres

Les documents pour l'appel d'offres sont les suivants et sont disponibles sur SIMAP :

- Instructions et conditions administratives (document 1)
- Descriptif du mandat: cahier des charges et ses annexes (document 2)
- Offre qualitative et financière (document 3)

Les documents de soumission sont disponible gratuitement sur « simap.ch » ou ils peuvent être prélevés sous format papier, sur demande préalable de 24h à l'adresse susmentionnée, les jours ouvrables, moyennant une somme de Fr. 150.-.

2.3 Calendrier et déroulement de la procédure

La procédure d'appel d'offres se déroulera selon le calendrier ci-après:

Evénement	Date	Heure
Publication du dossier d'appel d'offre	mardi 13 juillet 2021	
Délai pour poser les questions	mardi 3 août 2021	11h00
Délai de remise des offres	mardi 24 août 2021	16h00
Ouverture des offres	mardi 24 août 2021	16h05
Adjudication (sous réserve de l'octroi des crédits par le Conseil communal).	mardi 5 octobre 2021	
Début du mandat	lundi 1er novembre 2021	

2.4 Visite des lieux

Le périmètre du projet objet du présent appel d'offre étant librement accessible, aucune visite des lieux n'est prévue par le maître de l'ouvrage.

2.5 Questions des soumissionnaires

Les questions éventuelles pourront être formulées par écrit uniquement à l'adresse suivante tania.croce@lausanne.ch, jusqu'au 3 août 2021 à 11 heures au plus tard. Il ne sera répondu à aucune question par téléphone.

Dans toute la mesure du possible, il y sera répondu dans les 5 jours. Les questions et les réponses seront mises en ligne sur SIMAP.

2.6 Délai et adresse pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir à l'administration communale de Lausanne au plus tard (**attention le cachet postal ne fait pas foi**):

Le mardi 24 août 2021 à 16h00

à l'adresse suivante:

Direction des finances et de la mobilité
Service des routes et de la mobilité
Rue du Port-Franc 18
CP 5354
CH – 1002 Lausanne

Le soumissionnaire est seul responsable de l'acheminement et du dépôt de son offre dans le délai et à l'endroit indiqués. Toute offre parvenant après ce délai est exclue.

Les dossiers peuvent être envoyés par la poste ou déposés à l'accueil du service des routes et de la mobilité, au 4ème étage à la rue du Port-Franc 18 à Lausanne.

L'ouverture des offres ne sera pas publique.

Le procès-verbal de l'ouverture sera transmis par courriel aux soumissionnaires.

Elles seront rendues en **deux exemplaires** sous pli fermé dans une enveloppe portant, en plus des adresses de l'expéditeur et du destinataire, une étiquette avec la mention:

PALM 2012 - Création d'une passerelle à Bois-Gentil –
En Bugnon
Appel d'offres pour groupement architecte, ingénieur
civil, spécialiste architecte paysagiste et spécialiste
environnement

NE PAS OUVRIR

2.6.1 Contenu du dossier

- Une enveloppe sous pli fermé contenant le dossier d'appel d'offres ainsi que les pièces annexes.
- L'offre sera remplie sur la base du formulaire de la pièce "Offre qualitative et financière" (document 3) mentionnée au chapitre 2.2. L'ordre des documents devra être respecté afin de permettre une recherche aisée de l'information. Tous les documents autres que ceux explicitement exigés dans le dossier d'offre ne seront ni analysés, ni pris en considération.



- Les preuves et documents exigés seront au format A4 (ou A3, plié en A4) et rédigés en français.
- le dossier d'offres sera remis sous forme papier (2 exemplaires) et sous forme informatique sur une clé-USB contenant une copie du dossier complet (pdf). En cas d'informations contradictoires ou incomplètes, la version papier fera foi.
- En signant son offre, le soumissionnaire atteste avoir pris connaissance de la totalité des informations contenues dans les documents d'appel d'offres.
- Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de remise fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmises à l'adjudicateur.

2.7 Justificatifs et attestations

En rendant son dossier, le soumissionnaire s'engage sur l'honneur au respect des conditions et dispositions de l'article 6 du règlement d'application de la loi vaudoise du 24 juin 1996 sur les marchés publics (RLMP-VD).

Pour ce faire, le soumissionnaire remettra avec son offre le formulaire d'engagement sur l'honneur pour la remise des attestations et l'engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes, en signant valablement, au bas des pages concernées, ces deux engagements (contenus dans la pièce "Offre qualitative et financière" (document 3)). En outre, il sera prêt à fournir dans un délai de 10 jours tout ou partie des pièces demandées.

De plus, le soumissionnaire remettra une copie récente de l'extrait du registre du commerce de sa raison sociale avec son offre. Le cas échéant, cette exigence vaut pour chacun des membres du groupement.

Pour rappel, le présent dossier d'appel d'offres n'est valable qu'aux conditions suivantes :

- Contributions AVS/AI/APG/AC et aux institutions sociales, LPP, etc. découlant des conventions collectives de travail, payées pour les périodes échues à la date de remise de l'offre ;
- TVA payée pour les périodes échues à la date de remise de l'offre ;
- Primes SUVA payées pour les périodes échues à la date de remise de l'offre ;
- Impôts à la source payés pour les périodes échues à la date de remise de l'offre ;
- Déclarations sur l'honneur respectées et signées (Chapitres 7 et 8 de la pièce "Offre qualitative et financière", document 3).

Le non-respect d'une de ces conditions est éliminatoire.

Les attestations y relatives peuvent être requises à tout moment par le pouvoir adjudicateur, avec un délai de 10 jours pour la production par le soumissionnaire.

De plus, le soumissionnaire remettra une copie récente de l'extrait du registre du commerce de sa raison sociale avec son offre. Le cas échéant, cette exigence vaut pour chacun des membres du groupement.



2.8 Peine conventionnelle

Pour chaque violation par l'adjudicataire ou par l'un de ses sous-traitants de l'une des obligations mentionnées aux chapitres 2.6, 3.1.3 et dans les formulaires d'engagement inclus dans le document 3 "Offre qualitative et financière", l'adjudicataire doit payer à l'adjudicateur une peine conventionnelle s'élevant à 10% du montant du marché.

La peine conventionnelle est exigible au jour de la violation desdites obligations.



3 EVALUATION DES OFFRES

3.1 Conditions de participation

3.1.1 Soumissionnaire

Le soumissionnaire est un bureau pluridisciplinaire, ou un groupement de bureaux piloté dans les phases 31 à 33 par un bureau d'architecte et ensuite par un bureau d'ingénieurs civils. Le ou les bureaux devront avoir de l'expérience dans la création d'ouvrages de franchissement pour la mobilité active, l'intégration paysagère et l'aménagement d'espaces publics.

Le bureau pluridisciplinaire, ou le groupement de bureaux, doit comprendre les compétences suivantes :

- Ingénieur génie-civil
- Architecte

En plus de celles citées ci-dessus, le mandataire devra s'adjoindre les compétences qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de la tâche, s'il n'en dispose pas à l'interne, ceci en fonction des objectifs du présent cahier des charges. Il devra dans tous les cas fournir les compétences métier suivantes :

- Spécialiste nature et environnement
- Spécialiste architecte paysagiste

Les bureaux d'architecte paysagiste et d'environnement peuvent participer au présent AO dans différent groupement de bureaux. **A l'inverse, les bureaux d'architectes et d'ingénieur ne peuvent pas participer à plusieurs groupements.**

Les prestations de géomètres seront fournies par le service du cadastre de la ville de Lausanne. Le mandataire prévoira dans son offre les prestations de coordination avec ce service.

Les prestations d'éclairagiste seront fournies par la division éclairage public de la direction des services industriels (SIL) de la ville de Lausanne. Le mandataire prévoira dans son offre les prestations de coordination avec ce service.

Le soumissionnaire interviendra en tant que planificateur et mandataire principal et assumera en outre les tâches de direction générale du projet au sens des règlements SIA.

Les associations de bureaux sont autorisées. Le soumissionnaire doit indiquer dans son offre le nom et l'adresse des bureaux associés.

3.1.2 Communauté des mandataires

Comme mentionné dans le chapitre 3.1.1, le soumissionnaire peut présenter une offre en tant que bureau individuel couvrant l'entier des prestations et compétences requises ou en un groupement de bureaux ou spécialistes constitué en société simple. Chaque membre du groupement devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure. Les associés nommeront un bureau « pilote » qui a la qualité de mandataire général pour agir en leur nom auprès de l'adjudicataire ou pour recevoir valablement toute communication au nom de ce dernier ou pour ce dernier.

Chaque membre répond personnellement et solidairement des engagements et de toutes obligations pris par les associés résultant du contrat, dans les limites fixées par le Code des

Obligations (CO). En cas de carence ou de disparition de l'un des membres, le soumissionnaire doit proposer un remplaçant, soumis à l'accord du mandant. La responsabilité de la suite de l'exécution du marché sera assumée par le soumissionnaire, sans préjudices financier et juridique découlant de la situation. La dissolution ne pourra intervenir qu'après l'extinction des délais légaux de garantie.

La composition du groupement ne peut pas être modifiée sans accord préalable du mandant.

3.1.3 Sous-traitants

La sous-traitance de prestations est admise. Un seul niveau de sous-traitance est admis (-1) et la sous-traitance est limitée à maximum 30% des prestations fournies.

Le soumissionnaire doit indiquer le nom et l'adresse de tous les sous-traitants auxquels il entend recourir. Le sous-traitant devra fournir les mêmes annexes que le soumissionnaire. Les sous-traitants ne peuvent pas être modifiés durant la procédure sans accord préalable du mandant.

Après adjudication, une sous-traitance non mentionnée dans le dossier d'offres ne pourra être accordée sans le consentement du MO.

3.2 Commission d'évaluation des offres

Les dossiers d'offres seront évalués par une commission d'évaluation constituée des représentants du MO.

Elle est composée des personnes suivantes:

Nom et prénom	Entités / fonction
M. Fabien Roland	Service des routes et de la mobilité, Cheffe de projets aménagements urbains
Mme Tania Croce	Service des routes et de la mobilité, chef de projet « ouvrages » (représentant du maître d'ouvrage)
M. Remy Julien	Service des parcs et domaines, architecte paysagiste
M. Vincent Porchet	Le Mont-sur-Lausanne

3.3 Critères d'adjudication

Les offres seront évaluées selon les 5 critères (incluant pour certains des sous-critères) et pondérations donnés dans le tableau ci-dessous:

Critères et sous-critères	Pondération en %
1. Méthodologie et qualité technique de l'offre Analyse de la situation et compréhension du projet mandaté; détail et analyse des tâches; description de la démarche prenant en compte les conditions-cadre et les objectifs fixés dans le document 2 cahier des charges ; enjeux de la coordination avec les projets connexes; enjeux des travaux dans un milieu urbain; présentation d'un planning détaillé conforme aux exigences du cahier des charges pour les phases d'études et des travaux; analyse des risques du projet et moyens envisagés pour les contrôler. Présentation des bases utilisées par le soumissionnaire pour l'établissement de son offre financière, notamment les facteurs de difficultés par phase ainsi que le coefficient d'ajustement.	30%
2. Prix Montant de l'offre	25%
3. Références du soumissionnaire et des personnes clés L'ensemble des références demandées doivent correspondre aux prestations demandées dans le cahier des charges pour des études et l'exécution de travaux d'ampleur, de nature et de complexité comparables au projet mis en soumission. <ul style="list-style-type: none"> • Deux références de pilotages : Dans le cas d'un bureau pluridisciplinaire regroupant les compétences d'architecte et d'ingénieur civil, 2 références sont nécessaires. Dans le cas d'un groupement architecte et ingénieur civil, une référence de pilotage par bureau pilote est demandée. • Deux références par spécialité : <ul style="list-style-type: none"> • Une référence "environnement" • Une référence d'architecte paysagiste • Référence des personnes clés <ul style="list-style-type: none"> • Deux références du directeur de projet, architecte pour les phases 31 à 33 • Deux références du directeur de projet, ingénieur, pour les phases 41 à 53. • Une référence pour l'ingénieur en environnement • Une référence pour l'architecte paysagiste Les références doivent dater de moins de 10 ans et porter sur un ouvrage mis en service. Elles peuvent être les mêmes des références des personnes-clés.	15%
4. Organisation pour l'exécution du mandat <ul style="list-style-type: none"> • Ressources pour l'exécution du marché (5%) • Organigramme opérationnel (5%) • Engagement en faveur du développement durable (5%) 	15%
5. Temps consacré pour l'exécution du marché Crédibilité de l'estimation du volume des prestations	15%



L'évaluation des critères et des sous-critères d'adjudication permet de déterminer l'offre la plus avantageuse économiquement.

3.4 Principes de notation

3.4.1 Barème de notation des critères d'adjudication

L'évaluation se basera exclusivement sur les indications fournies par les soumissionnaires dans leur offre conformément aux instructions et directives et selon le barème des notes suivant:

Note	Description	
0	Manquant	Le candidat n'a pas fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé.
1	Insuffisant	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais le contenu ne répond pas aux attentes.
2	Partiellement suffisant	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais le contenu ne répond que partiellement aux attentes.
3	Suffisant	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier.
4	Bon et avantageux	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et le contenu répond aux attentes et présente un minimum d'avantages particuliers, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification.
5	Très intéressant	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification.

La commission d'évaluation attribuera pour chaque critère / sous-critère une note d'appréciation (excepté pour le critère 1. *Prix* et le sous-critère 3.2. *Crédibilité de l'estimation du volume des prestations*) qui sera ensuite multipliée par le poids du critère / sous-critère. Les demi-points peuvent être utilisés si nécessaire.

3.4.2 Barème de notation du prix offert (critère 2)

La qualité économique de l'offre sera évaluée sur la base du montant (TTC après rabais, hors escompte) de l'offre et notée selon la formule linéaire du guide romand, conformément à la pratique de la Ville de Lausanne :

$$Note_Offre = \frac{P_{Max} - P_{Offre}}{P_{Min}} \times 5$$

PMin = offre la moins chère = note 5

PMax = prix maximum (2 x Pmin) = note 0

POffre = prix de l'offre à noter



3.4.3 Barème de notation des heures (critère 5)

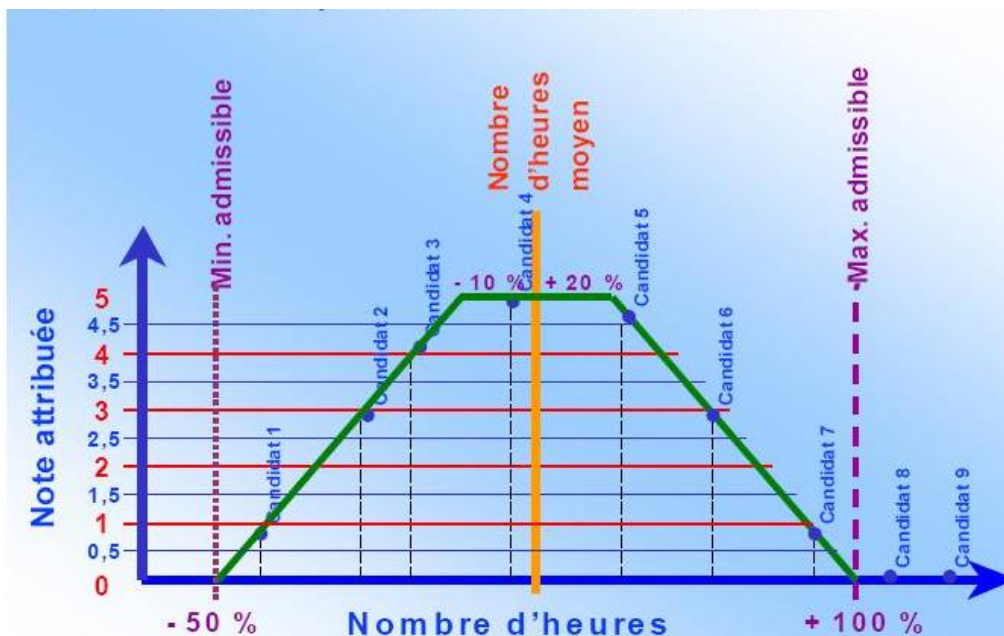
La notation du temps consacré pour l'exécution du marché se fera en tenant compte de la moyenne des heures proposées par les soumissionnaires pour exécuter le marché selon la méthode T4 du guide romand pour les marchés publics (voir graphique ci-dessous). Plus le soumissionnaire s'éloigne de la valeur moyenne, plus il sera mal noté. L'adjudicateur fixe de part et d'autre de la moyenne un pourcentage (-10 à +20%) à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un soumissionnaire recevra une note dégressive. La note 0 est attribuée à un nombre d'heures qui est au-delà d'un certain pourcentage (-50% à +100%) de part et d'autre de la moyenne.

Le nombre d'heures moyen est défini de la manière suivante:

- En présence de 4 offres valablement entrées (soit conformes au DAO) : le nombre d'heures moyen correspond à la moyenne des heures des offres.
- En présence de 3 offres valablement entrées (soit conformes au DAO) : le nombre d'heures moyen correspond à la moyenne des heures des offres avec l'estimation du MO comptant comme 4ème valeur.
- En présence de moins de 3 offres valablement entrées (soit conformes au DAO) : le nombre d'heures moyen correspond à l'estimation du MO.

Pour les autres formulaires, l'adéquation de la répartition des heures, du nombre et de la disponibilité des ressources pour l'exécution du marché, les qualifications des personnes-clés et l'organigramme du soumissionnaire seront évalués par l'appréciation du groupe d'évaluation.

Les offres qui obtiendront une note inférieure ou égale à 2 seront exclues du présent appel d'offre.



3.5 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales

S'il devait constater que tous les soumissionnaires sont exclus de la procédure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prendre une décision d'adjudication de gré à gré du marché en



vertu de l'article 8, alinéa 1, lettre a) et de l'article 41 du règlement sur les marchés publics. Le cas échéant, cette décision est sujette à recours.

3.6 Choix de l'adjudicataire

La note finale, arrondie au 100^e de point, résultera de la moyenne des notes pondérées. L'offre ayant la note finale la plus élevée sera retenue, le mandat étant attribué sur la base d'une offre globale, incluant les tranches fermes et conditionnelles.

En cas d'égalité entre deux, voire plusieurs offres, la commission d'évaluation procédera à une analyse comparative des offres, critère par critère afin de départager les soumissionnaires.

3.7 Critères éliminatoires

Les offres n'obtenant pas suffisamment de points aux critères suivants (note inférieure ou égale à 2) seront éliminées :

- Références des personnes clés ;
- Références des bureaux soumissionnaires ;
- Volume des prestations (nombre d'heures).

3.8 Exclusion d'un soumissionnaire

Les offres qui tombent sous le coup d'une des conditions d'exclusion ci-dessous seront écartées de la procédure:

- Offre non conforme
- Offre remise après le délai imparti,
- Offre incomplète et/ou incompréhensible,
- Offre partielle et/ou variante d'offre,
- Offre dont l'estimation du volume des prestations est anormalement basse
- Offre contenant de faux renseignements (documents fallacieux ou erronés, informations caduques ou mensongères, preuves falsifiées ou douteuses, signatures non valables, etc.)

Les autres motifs d'exclusion selon l'art. 32 du règlement d'application de la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics (RLMP-VD) restent réservés.

3.9 Conflit d'intérêt

Il appartient au candidat d'annoncer à l'adjudicateur, au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il se trouve en conflit d'intérêt avec un ou plusieurs membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé par le fait qu'un bureau, une entreprise ou un collaborateur, ainsi qu'un associé ou un membre du pool de mandataires est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation. Le cas échéant, il appartient à l'adjudicateur de remplacer le membre concerné par un des suppléants.



3.10 Questions aux soumissionnaires

Si jugé nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de poser des questions aux soumissionnaires afin de clarifier des aspects de l'offre.

3.11 Auditions des soumissionnaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réaliser des auditions des soumissionnaires, sans rémunération ou dédommagement pour ces derniers, pour fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre. Il se réserve le droit de n'inviter que les soumissionnaires les mieux placés.



4 CONDITIONS GÉNÉRALES

4.1 Bases de l'offre

Les bases pour l'établissement de l'offre sont:

- les présentes instructions et conditions administratives (document 1)
- le descriptif du mandat: cahier des charges et ses annexes (document 2)
- le formulaire de l'offre « Offre qualitative et financière » (document 3)
- les réponses aux éventuelles questions
- les normes techniques SIA et VSS
- Le dossier d'étude établi par les bureaux de mandataires pour les recherches de partis (analyse multicritère, plans de tiers, estimations des coûts, ...)
- La notice d'impact sur la nature établi par le bureau d'étude en environnement Hintermann & Weber SA

Les documents constituant les dossiers de recherches de partis appartiennent au service des routes et de la mobilité et ne doivent en aucun cas être diffusés en dehors du cadre de cet appel d'offres.

4.2 Contrat

Un contrat de type Ville de Lausanne sera établi entre le maître de l'ouvrage et le soumissionnaire adjudicataire à la fin de la procédure d'appel d'offres qui devra être signé par les deux parties.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de forfaitiser les prestations.

La conclusion du contrat déclenchera la tranche ferme.

4.3 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas admises. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.

4.4 Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

4.5 Extension du contrat

Le MO se réserve la possibilité de recourir à la procédure de gré à gré pour un nouveau marché similaire et lié au présent marché selon l'art. 8 RLMP-VD.

4.6 Validité des offres

La durée de validité des offres est de 6 mois à compter de la date du dépôt des offres.

4.7 Prix

Les prix sont à indiquer en francs suisses (CHF TTC).

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le Franc suisse (CHF).



4.8 Libération par phase

Avec la signature du contrat, seule la tranche ferme est libérée.

La réalisation de la tranche conditionnelle sera libérée par écrit par le chef de projet. Le mandant se réserve le droit de renoncer à l'exécution de certaines phases. Dans ce cas, aucune contrepartie ne sera accordée à l'adjudicataire.

4.9 Indemnisation des soumissionnaires

Les prestations fournies pour l'établissement des offres ne donnent droit à aucune rémunération de la part du pouvoir adjudicateur ou de l'organisateur.

4.10 Frais accessoires rémunérés

Les frais accessoires rémunérés, tels que les frais de reproduction, les frais de déplacement, etc. seront rétribués selon un taux forfaitaire de 3% du montant total des honoraires HT.

4.11 Confidentialité

Les documents et informations que se fourniront réciproquement le MO et les candidats seront utilisés exclusivement dans le cadre de la présente procédure ouverte d'appel d'offres. Ils seront traités de manière confidentielle par les différentes parties.

4.12 Vérifications

Le soumissionnaire autorise le pouvoir adjudicateur ou ses mandataires à vérifier toutes les informations mentionnées dans l'offre.

4.13 Restitution des dossiers d'offres

L'ensemble des documents demeure propriété exclusive du MO. Les offres ne seront donc pas restituées au terme de la procédure.

4.14 Langue officielle

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure, ainsi que pour l'exécution du marché, pour toute information, documentation, audition et échanges de courrier, est le français.

Les attestations qui pourraient être demandées et émises par un organisme officiel dans une autre langue que le français, sont tolérées. En cas de doute sur leur origine ou leur contenu, l'organisateur peut requérir leur traduction par un traducteur-juré du lieu du siège de la société soumissionnaire.

4.15 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le (les) soumissionnaire(s), adjudicataire du marché, sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

L'adjudicateur conservera les offres de tous les soumissionnaires tant que tous les droits de recours ne sont pas éteints.

4.16 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision d'adjudication qui le concerne, tout soumissionnaire qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir



des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.17 Négociations

Jusqu'à la décision d'adjudication, l'adjudicateur et l'organisateur ne procèderont à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations offertes que sur les conditions financières offertes ou sur les prix offerts.

L'interdiction de négociation n'empêche par ailleurs pas l'adjudicateur de procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective.

4.18 Voies de recours

La procédure est soumise à l'Accord sur les marchés publics de l'OMC, à l'AIMP, ainsi qu'à la loi cantonale LMP-VD et son règlement d'application RLMP-VD.

La décision d'adjudication est sujette à recours auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal dans un délai de 10 jours dès sa notification par lettre recommandée.

4.19 Prestations supplémentaires et avenants

Les éventuelles prestations supplémentaires doivent être présentées, motivées et convenues d'avance par écrit avec le mandant.

Les prestations supplémentaires commandées par le MO seront rémunérées au tarif-temps moyen selon les tarifs offerts dans l'offre, à moins qu'un forfait ne soit fixé entre le MO et le mandataire.

4.20 Propriété des documents et résultats du mandat

Tous les éléments élaborés dans le cadre du mandat sont la propriété exclusive du MO.

4.21 Clause de confidentialité

Les mandataires s'engagent à adopter un devoir de réserve vis-à-vis des informations récoltées par écrit ou oralement dans le cadre du contrat. Cela implique en autres de :

- recevoir, traiter, développer et conserver les informations de façon strictement confidentielle;
- ne pas utiliser les informations, directement ou indirectement, pour un autre but que celui indiqué du projet;
- ne divulguer les informations à aucune autre personne, organisation ou entité, à moins d'en avoir reçu l'autorisation préalable écrite du Maître d'ouvrage.

Enfin ces obligations ne s'appliquent pas aux informations qui:

- étaient dans le domaine public ou étaient accessibles au public au moment de leur transmission ;
- sont par la suite tombées dans le domaine public ou sont devenues accessibles au public pour des raisons autres qu'une action ou une omission imputable aux mandataires ;



- étaient en la possession des mandataires à condition que les informations ne fissent l'objet d'aucune limitation quant à leur divulgation au moment de leur transmission aux mandataires et à condition que cette possession antérieure puisse être prouvée par des documents écrits ;
- ont été obtenues de bonne foi par les mandataires d'un tiers qui était autorisé à les transmettre.
- ont été développées indépendamment par les mandataires sans utilisation des informations ou accès à celles-ci.

En cas de non-respect/violation de cet accord, le mandant se réserve le droit de rompre ledit mandat. Enfin, cet engagement pris par les mandataires reste valable pour une durée d'une année après la fin du mandat.